

# SOMMAIRE

<b>0.1 GENERALITES</b>	<b>2</b>
0.1.1 CLASSIFICATION	2
0.1.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES	2
0.1.3 DESCRIPTION DES OUVRAGES	3
0.1.4 DOCUMENTS GRAPHIQUES	3
0.1.5 ETUDES DE L'ENTREPRENEUR / ETUDES EXE / SYNTHESE	3
0.1.5.1 Documents fournis après exécution	4
0.1.6 VISA DES PLANS ET DOCUMENTS ETABLIS PAR L'ENTREPRENEUR	4
0.1.7 COORDINATION	4
<b>0.2 OBLIGATIONS</b>	<b>5</b>
0.2.1 CONNAISSANCE DU PROJET	5
0.2.2 COMPTE-PRORATA	5
0.2.3 APPROVISIONNEMENT	5
0.2.4 ESSAIS-CONTROLES	5
0.2.5 ESSAIS COPREC	6
0.2.6 CLÔTURE – CLOISONS ET PANNEAU DE CHANTIER	6
0.2.7 INSTALLATION DE CHANTIER	6
0.2.8 ALIMENTATION DU CHANTIER	7
0.2.9 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS	7
0.2.1 MESURES POUR RESPECTER LES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES	8
<b>0.3 PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>8</b>
0.3.1 ECHAFAUDAGES	8
0.3.2 CHEF DE CHANTIER	8
0.3.3 IMPLANTATION DES OUVRAGES	8
0.3.3.1 Repère d'implantation et nivellement	8
0.3.3.2 Implantation du bâtiment	9
0.3.3.3 Procès-Verbal d'implantation	9
0.3.4 TRAITS DE NIVEAU - TRAÇAGE	9
0.3.5 PROTECTION DES PIECES METALLIQUES	9
0.3.6 TROUS – SCHELLEMENTS - RACCORDS	9
0.3.7 FINITIONS	10
0.3.8 TEXTES APPLICABLES	11
0.3.9 DIVERS	11
0.3.9.1 Stockage des matériaux et matériels	11
0.3.9.2 Nettoyage du chantier – Gravois	11
0.3.9.3 Documents fournis après exécution	12
<b>0.4 RESPONSABILITE</b>	<b>12</b>
0.4.1 ISOLATION ET THERMIQUE	12
0.4.2 RECEPTION DES SUPPORTS	12
0.4.3 RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES	12

## 0.1 GENERALITES

Le présent document a pour objet de définir les prestations relevant des 3 lots composant le cahier des charges des travaux relatifs à l'opération définie ci-après, et de permettre à l'entreprise consultée d'établir sa proposition, sans restriction ni réserve, pour :

### **Création d'un hangar métallique pour la récupération des eaux usées des aéronefs base de Bricy (45)**

La répartition des lots est arrêtée comme suit par le Maître d'ouvrage :

#### **MACROLOT 1**

- **Section technique 01 – Terrassement – VRD – Signalétique**

#### **MACROLOT 2**

- **Section technique 02 – GO Maçonnerie**
- **Section technique 03 – CHARPENTE METALLIQUE**
- **Section technique 04 – BARDAGE COUVERTURE ACIER**
- **Section technique 05 – MENUISERIES – SERRURERIE – PORTES SECTIONNELLES**
- **Section technique 06 – PEINTURE – FP et NETTOYAGE**

#### **MACROLOT 3**

- **Section technique 07 – COURANTS FORTS et FAIBLES**
- **Section technique 08 – CHAUFFAGE – VENILATION - PLOMBERIE**

### **0.1.1 CLASSIFICATION**

La description des ouvrages a été classée par chapitres répertoriés par articles dans le but de faciliter l'étude du projet et l'élaboration des cadres de bordereaux.

Ces références devront être reprises par l'entreprise pour la présentation de son offre, sur tous les documents contractuels ou non et notamment indiquées sur les situations de travaux afin d'en faciliter la vérification.

### **0.1.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

Les caractéristiques de dimension, de forme, de qualité et de mise en œuvre des matériaux employés dans les travaux sont définies par :

- Les Cahiers du C.S.T.B.,
- Les Documents Techniques Unifiés,
- Les règles de calcul,
- Les DTU et Normes Françaises homologuées, les concernant, en vigueur à la date de remise des offres

De plus, tous les travaux devront être conformes aux textes réglementaires les concernant et plus particulièrement :

- Au code de l'urbanisme,
- Aux règlements sanitaires,
- A la réglementation du travail,
- Aux règles générales de construction et de sécurité du code du travail.

Tous les matériaux utilisés devront satisfaire aux conditions imposées par ces textes et à ceux subséquents.

Dans le cas où les ouvrages décrits au présent CCTP n'y figureraient pas ou en différeraient par leur conception, l'entrepreneur devra toujours se conformer à l'esprit de ces documents quant à la qualité et à la mise en œuvre de matériaux.

Pour ces articles qui pourraient comporter des indications opposées à celles des normes citées, sans qu'aucune spécification expresse du Maître d'œuvre n'ait été faite, l'entrepreneur devra toujours en référer à ce dernier, et au Bureau de Contrôle Technique choisi par le Maître d'Ouvrage.

### 0.1.3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

Dans les descriptions qui vont suivre, le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leur emplacement, mais il est rappelé qu'elles sont complémentaires des indications portées sur les plans; l'entrepreneur devra donc exécuter, comme étant compris dans leur prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux que sa profession nécessite et qui sont indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages ainsi définis. Il devra donc éventuellement signaler au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés, et l'observation des règles de l'Art.

De toute manière, le fait pour l'entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre, ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

### 0.1.4 DOCUMENTS GRAPHIQUES

Aucune mesure ne devra être prise directement à l'échelle métrique sur les plans, et compte tenu de la nature des travaux dans un bâtiment existant, elles seront à vérifier sur place.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cotes, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre qui sera seul habilité à procéder aux mises au point ou rectifications nécessaires.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui un oubli ou l'inobservation de cette clause.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que les plans remis au dossier d'appel d'offres ne sont pas des plans définitifs d'exécution, mais de D.C.E.

Si lors des travaux, des plans modifiant la nature des prestations ou les dessins des divers ouvrages sont remis à l'entrepreneur, celui-ci ne pourra élever aucune réclamation du fait des modifications, compte tenu du caractère forfaitaire de leurs offres.

### 0.1.5 ETUDES DE L'ENTREPRENEUR / ETUDES EXE / SYNTHESE

La mission confiée au Maître d'œuvre est une mission de base selon le code de la commande publique. Les documents composant le D.C.E. sont remis à titre gracieux à l'entreprise, ils comprennent les études techniques de prédimensionnement suivantes :

*VRD*

*Gros œuvre*

*Charpente*

*Plomberie*

*Chauffage / Ventilation*

*Électricité (CF / cf) Etc.*

#### • ÉTUDES D'EXÉCUTION LOTS STRUCTURE - FLUIDE - ÉLECTRICITÉ

Les études d'exécution des lots Structure, Fluide et Electricité sont à la charge des entreprises chantier

## • ETUDES D'EXECUTION LOTS ARCHITECTURAUX

Les études techniques et plans d'exécution sont établis **par l'entrepreneur des lots concernés Architecturaux** pendant la période de préparation qui suit l'ordre de service d'ouverture de chantier, sous la direction du Maître d'œuvre; les différents plans sont reproduits par les entreprises en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour la diffusion à tous les intervenants intéressés.

L'entreprise fera son affaire de tous frais ou honoraires d'Ingénieur Conseil qu'il aura dû s'adjoindre pour les diverses études et détails d'exécution, soit pour vérification des documents établis par l'Architecte, soit pour établissement de tous autres documents utiles.

L'entrepreneur, avant toute mise en œuvre, devra établir, d'après les plans de l'Architecte, tous dessins d'exécution complémentaires et joindre toutes les notes de calculs et notices justificatives et explicatives.

L'entreprise doit tenir compte dans ses études et commandes de fabrication des normes générales relatives aux travaux de bâtiment (dimensions, coordination, modulaire, signes conventionnels, symbolisation, bases de calculs, tolérance, etc...) Normes NF, classe P01 à 09.

Il est précisé que, sauf contrordre de l'architecte, le non-respect de ces prescriptions obligera celui-ci à établir pour son compte et à ses frais, tous les détails, schémas, plans, calques, qui seraient nécessaires, ainsi que toutes les reproductions correspondantes.

Tous les documents dont il est fait état aux paragraphes précédents devront être remis à l'Architecte et au Bureau de Contrôle par l'entrepreneur, avant la mise en chantier des ouvrages correspondants.

### 0.1.5.1 Documents fournis après exécution

Les documents à fournir par l'entrepreneur après exécution :

- un descriptif du contenu du DOE.

Pour les lots avec PV coupe-feu ou certificat de conformité N F il sera demandé un récapitulatif (plan ou tableur) des PV coupe-feu et certificat permettant d'identifier sans équivoque les équipements, installations ou ouvrages correspondants.

Les descriptifs, notice ou fiche technique faisant référence à plusieurs équipements ou ouvrages, seront systématiquement « surlignés » afin de mettre en évidence le matériel ou équipement installé.

Ces documents doivent parvenir au Maître d'œuvre au maximum 1 mois après la réception des travaux, en trois exemplaires dont 1 reproductible (Clé USB) + 2 exemplaires papier. Faute de respect de cette obligation, des pénalités s'appliquent dans les conditions prévues au C.C.A.P.

### 0.1.6 VISA DES PLANS ET DOCUMENTS ETABLIS PAR L'ENTREPRENEUR

Il est précisé que tous les plans et documents présentés par l'entrepreneur doivent être établis sous son entière responsabilité, en conformité avec les prescriptions de la législation, des normes françaises AFNOR, des DTU, etc ... en vigueur.

Le visa de ces documents par l'Architecte ne concerne que leurs dispositions générales. Ils ne peuvent donner lieu à des suppléments au marché forfaitaire.

L'entrepreneur assume seul la responsabilité de sa conception technique, des calculs, sections, dimensions, compositions, dosages, armatures ou autres dispositions en résultant. Le marché étant traité en **TROIS MACRO-LOTS SEPARÉS**, toute communication relative aux précisions ou modifications visées par l'ensemble des prescriptions du présent chapitre sera effectuée sous le contrôle de l'Architecte. En conséquence, le présent CCTP est décomposé en corps d'état techniques.

Délai de visa des plans : **10 jours**

### 0.1.7 COORDINATION

L'entreprise est responsable de la coordination de ses études et de l'exécution de ses travaux.

Le respect des prescriptions techniques et du délai d'exécution, tant au stade des préparations qu'à celui de la mise en œuvre, devra donc être assuré par l'entreprise, en complément aux directives du Maître d'Œuvre, du Bureau de Contrôle et du coordonnateur SPS.

Des plans de synthèse pourront être exigés si cela s'avère nécessaire.

## 0.2 OBLIGATIONS

### 0.2.1 CONNAISSANCE DU PROJET

L'entreprise est tenue de prendre scrupuleusement connaissance de l'ensemble du Cahier des Clauses Techniques Particulières qui détermine ses obligations ainsi que la nature, l'importance et les difficultés d'exécution de chaque ouvrage.

Il ne sera admis aucun motif d'imprévision du fait de l'inobservation de cette prescription.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir, notamment avant la remise de son acte d'engagement :

- Effectué toutes reconnaissances nécessaires sur le terrain et ses abords, ainsi que des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers,
  - Apprécié toute difficulté inhérente au site, à la présence des constructions voisines, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, aux conditions d'accès et à tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
  - Contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence,
  - S'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.
- Les éléments concernant les réseaux enterrés et les réservations impactant le lot GO devront être fournis au plus tard un mois après notification de l'OS de démarrage des études.
  - Les plans EXE devront être fournis au plus tard deux mois après notification de l'OS de démarrage des études.
  - Les détails et choix des matériaux devront être fournis au plus tard 3 mois après notification de l'OS de démarrage des études.

Les prix sont réputés comprendre toutes sujétions, et notamment :

- Les frais d'essais, de contrôle et analyse prescrits par les DTU - CCTP ou le Bureau de Contrôle,
- Les frais d'assurance,
- Les dépenses communes de chantier et les dépenses de coordination,
- Les dépenses concernant l'entretien des installations de chantier.

### 0.2.2 COMPTE-PRORATA

L'adhésion au compte-prorata est obligatoire pour toutes les entreprises.

Le compte-prorata sera géré par le **macro-lot 02**.

### 0.2.3 APPROVISIONNEMENT

L'entreprise devra également s'inquiéter, dès l'ouverture du chantier, de tous les délais d'approvisionnement des matériaux prévus.

A cet effet, elle devra, dans le délai de quatre semaines à dater de l'ouverture du chantier, faire approuver par le Maître d'œuvre tous les éléments décrits avec cette spécification dans le cours du CCTP, et notamment les menuiseries, quincailleries, appareillages techniques de toutes natures, carrelages, revêtements de sols, sanitaires, etc...

### 0.2.4 ESSAIS-CONTROLES

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP, sont à la charge de l'entreprise. Les vérifications sont assurées par un organisme ou un laboratoire agréé.

Le contrôle technique de la construction est confié par le Maître d'Ouvrage à un bureau de contrôle.

### 0.2.5 ESSAIS COPREC

L'entreprise devra procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC n°1 publié par "Le Moniteur" du 28 mai 1979 (supplément spécial n°79.22 bis).

Les résultats seront consignés sur des Procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC n°2 publié par "Le Moniteur" du 23 Juillet 1979 (supplément spécial n°79.30 bis).

Les essais et vérifications sont à la charge de l'entreprise.

L'entreprise devra faire connaître les moyens en personnel et en matériel qu'elle envisage de mettre en œuvre pour procéder aux vérifications techniques qui incombent à chaque constructeur, et faire parvenir au bureau de contrôle, régulièrement et systématiquement, tous les documents, certificats et Procès-verbaux d'essais qu'elle établira à cet effet (l'article R 111.40 du Code de la Construction et de l'Habitation lui faisant obligation de s'assurer que ces vérifications énumérées à l'article 1792.1 paragraphe 1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante).

### 0.2.6 CLÔTURE – CLOISONS ET PANNEAU DE CHANTIER

#### ÉCLAIRAGE - SIGNALISATION

L'entrepreneur en charge du **macro-lot 03** assure l'éclairage extérieur du chantier.

#### CLÔTURE

La clôture et cloisons périmétriques de chantier, selon les phases ainsi que les portails et portes d'accès, sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du **macro-lot 02** et seront maintenues en place durant toute la période des travaux.

### 0.2.7 INSTALLATION DE CHANTIER

Outre les installations réglementaires, les prix doivent comprendre les frais découlant des installations nécessaires à l'exécution des travaux, et notamment :

- Installation des éclairages et des armoires de branchement, nécessaires à l'exécution et au contrôle des travaux dans toutes les zones de travail, **Macro - lot 03**.
- Organisation des lieux de stockage (**Macro-lot 02** étant rappelé que l'entreposage à l'intérieur du bâtiment devra être limité aux seuls matériaux et matériels dont la pérennité nécessite qu'ils soient conservés à l'abri et au sec, (plaques de plâtre par ex.), de sorte qu'aucun encombrement ne perturbe le bon avancement du chantier. L'entrepreneur qui outrepasserait cette instruction serait entièrement responsable des frais annexes, voire, des dégâts et incidents pouvant résulter d'un sinistre survenu dans ces conditions.
- Le nettoyage des zones de travail et l'évacuation des démolitions aux décharges classées.

#### SALLE DE RÉUNION ET BASE-VIE

La salle de réunion et la base-vie seront à la charge du **Macro - lot 02**

**LA SALLE DE RÉUNION** sera dimensionnée par rapport aux équipements à y installer. Ce local sera équipé par l'entrepreneur comme suit :

- Une table de réunion avec chaises pour 20 personnes, une série de casiers, et une série complète des dossiers marchés et exécution.
- Les luminaires et radiateurs raccordés suivant nécessité, compris entretien et consommation.
- Fourniture et mise en place de bâtiments appropriés (nombre à définir en relation avec le coordonnateur S.P.S.) de manière à recevoir les **VESTIAIRES DU PERSONNEL et DOUCHES** (douches Hommes/Femmes), les **SANITAIRES**, ainsi que le **REFECTOIRE** pour le personnel du chantier. L'entrepreneur devra prévoir dans ces locaux tous les équipements nécessaires (Armoires vestiaires chauffantes, tables et chaises, chauffage des locaux, etc...).

L'entretien de la zone de cantonnement et de la salle de réunion sera à la charge du compte-prorata sous la responsabilité du **Macro - Lot 02** durant toutes les phases de chantier.

### 0.2.8 ALIMENTATION DU CHANTIER

- Eau potable : Branchement à la charge du **Macro - lot 02** durant toutes les phases de chantier (sous comptage à installer, dépense au compte-prorata pour remboursement Maître d'ouvrage en fin de chantier)
- Téléphone : Branchement à la charge du **Macro - Lot 02** durant toutes les phases de chantier.
- Electricité : Branchement à la charge du **Macro - Lot 03** et consommations au titre du COMPTE-PRORATA (sous-comptage à installer, et à rembourser au Maître d'ouvrage en fin de chantier)
- EU-EV : Raccordement sur le réseau à proximité à la charge de l'entreprise du **Macro - lot 02** durant toutes les phases de chantier.

Pour ce qui concerne les INSTALLATIONS ELECTRIQUES propres aux besoins du chantier, elles seront réalisées de la manière suivante :

- Branchement sur les existants, y compris protection et comptage à la charge du **Macro - lot 03**
- Alimentation pour le cantonnement (vestiaires, sanitaires, réfectoire et salle de réunion), armoire de protection et raccordement à la charge du **Macro - lot 03**
- Besoins propres à la réalisation des travaux T.C.E. (éclairage de chantier intérieur et extérieur, armoires d'étages, etc...). à la charge du **Macro - lot 03**

### 0.2.9 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS

Dans le cadre des mesures d'hygiène et de sécurité sur les chantiers, l'entrepreneur est tenu de mettre en place, suivant les différentes phases du chantier, tous les dispositifs de sécurité nécessaires

Tels que :

Passages prioritaires, garde-corps provisoires, protection de trémies, rampes provisoires, auvents de garanties, filets de protection, etc ...

#### ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER HYGIENE DU CHANTIER

En application de la loi 93- 1418 du 31 Décembre 1996 et du décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 portant intégration de la sécurité et organisation en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil, le coordonnateur de l'opération de construction établit le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.), lorsque celle-ci est soumise à l'obligation de déclaration préalable ou lorsqu'elle nécessite l'exécution d'un ou plusieurs travaux comportant des risques particuliers. Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le plan général de coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.).

Le Plan Général de Coordination sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, ce dans le cadre de l'article R238.23 section 4 du décret du 26 Décembre 1994.

L'entrepreneur est chargé de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir les dispositifs de sécurité commun jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'état.



## 0.2.1 MESURES POUR RESPECTER LES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

Les contraintes environnementales à respecter sur ce projet concerne la limitation de la pollution et la limitation des consommations énergétiques.

Des moyens seront mis en œuvre pour assurer la propreté du chantier, des bennes à tri sélectif seront installées. Les chutes de bois seront limitées par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison. Les emballages seront contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs. Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement. Le choix des systèmes constructifs seront étudiés pour produire le moins de déchets possibles.

Les installations de chantier seront équipées de luminaires avec détecteur de présence. Les éclairages de chantier seront raccordés sur une horloge. Les raccordements en eau des installations de chantier et des points de puisages seront contrôlés quotidiennement.

Seul l'emploi d'engins à moteur thermique insonorisé sera exigé. Il est précisé qu'une attention particulière devra être faite au regard du bruit. Le niveau sonore des engins et outils utilisés seront inférieurs ou égaux à 80 dBA à 10 ml de l'engin ou de l'outil.

## 0.3 PRESCRIPTIONS GENERALES

### 0.3.1 ECHAFAUDAGES

Les échafaudages devront être montés, démontés ou sensiblement modifiés sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées suivant le décret 2004-924, et l'article R233-13-31 du code du travail.

Une note de calcul de résistance et de stabilité devra être fournie.

Si les échafaudages de moins de 24.00 ml. de haut sont décrits par la notice du fabricant, ils n'ont pas à être justifiés par une note de calcul. La notice technique du fabricant devra être mise à disposition des personnes compétentes, responsables des études et du montage sur le chantier.

Les échafaudages devront être vérifiés conformément au code du travail Art. R 233-11 et à l'arrêté ministériel du 21/12/2004.

Dans le cas où les échafaudages sont utilisés par plusieurs entreprises, chaque entrepreneur doit s'assurer que les vérifications ont été exécutées avant de permettre à ses ouvriers d'accéder aux échafaudages. Le matériel utilisé sera d'une même marque.

### 0.3.2 CHEF DE CHANTIER

L'entrepreneur devra avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où il a commencé ses travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre chargé de la direction des travaux.

Il devra faire respecter par les ouvriers les consignes données pour toutes les questions relatives à l'organisation du chantier, à l'hygiène et à la sécurité du personnel et des tiers, tant dans l'emprise des travaux qu'aux abords.

Il restera responsable des conséquences qui pourraient résulter de l'absence du chef de chantier, sans motif valable, ou de sa carence, et de toutes actions (fraudes, malfaçons, etc...) commises par le personnel du chantier lors de l'exécution.

Il devra pourvoir à son remplacement pour toute cause de maladie, accident ou autre, astreignant son chef de chantier à s'absenter pour une durée au-delà de 24 heures.

Le chef de chantier devra être capable de représenter valablement l'entrepreneur auprès du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Contrôleur technique et du Coordonnateur SPS. Faute de quoi son remplacement pourra être exigé.

### 0.3.3 IMPLANTATION DES OUVRAGES

#### 0.3.3.1 Repère d'implantation et nivellement

L'entrepreneur du **Macro - Lot 01** doit assurer l'établissement de repères fixes de planimétrie et de nivellement qui seront conservés pendant la durée du chantier.



### 0.3.3.2 Implantation du bâtiment

Les erreurs de cotes et d'altitudes que les opérations d'implantations pourraient révéler sont immédiatement signalées au Maître d'œuvre, en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

Il sera procédé préalablement à tous débuts d'exécution, à un état des lieux contradictoire auquel participera l'entrepreneur sur convocation du Maître d'Ouvrage.

### 0.3.3.3 Procès-Verbal d'implantation

Un Procès-Verbal d'implantation devra être dressé par les soins de l'entrepreneur du **Macro - Lot 01**

Ce document, qui devra être établi dès que possible, précisera notamment :

- Les axes et alignement de base,
- Les cotes de niveau,
- Les cotes de niveau de la voirie et des abords du bâtiment.

Il sera transmis au Maître d'œuvre qui vérifiera la concordance avec son projet et sera ensuite adressé au Maître d'Ouvrage.

### 0.3.4 TRAITS DE NIVEAU - TRAÇAGE

L'entrepreneur **du Macro - Lot 02** doit battre et entretenir les traits de niveau dans les divers locaux du bâtiment pendant la durée du chantier.

A l'intérieur des bâtiments, il sera tracé un trait de niveau de 1,00 m par rapport au sol fini, d'abord sur les gros murs, l'ossature et les poteaux, ensuite un deuxième trait de niveau sera tracé après exécution des enduits sur toutes les cloisons de toutes les parties communes et également à un mètre du futur sol fini.

L'entrepreneur **du Macro - Lot 02** sera seul habilité à faire ces tracés, et seul il en devra l'entretien et la révision, si nécessaire, en cas d'effacement.

Cette entreprise, en aucun cas, ne pourra se refuser à donner un niveau ou indiquer un repère, à la demande du maître d'œuvre.

En même temps, il devra, pour l'implantation des cloisons, portes, huisseries, le traçage au sol des emplacements de ces ouvrages. L'entreprise restera responsable de l'implantation définitive de ses ouvrages.

### 0.3.5 PROTECTION DES PIÈCES MÉTALLIQUES

Toutes les pièces métalliques à mettre en œuvre devront être protégées contre les corrosions ou détériorations par tous les moyens adéquats sous la responsabilité de l'entreprise qui les fournit, (en attente des travaux de finition, peinture, revêtements ou simple nettoyage de réception).

Ces protections pourront consister en l'application de film antirouille compatible avec la finition demandée, habillages par feuille ou film plastique adhésif sur les métaux traités, etc... Les parties inaccessibles, cachées ou appliquées l'une à l'autre devront recevoir cette protection avant montage.

Faute de se conformer à ces prescriptions, l'entrepreneur devra effectuer la dépose, la protection complète ou la réparation, et la repose des parties corrodées ou abîmées ainsi que tous travaux annexes, et ce quel que soit le moment où le défaut serait découvert.

### 0.3.6 TROUS – SCHELLEMENTS - RACCORDS

Les entreprises devront fournir en temps utile, pendant l'étude des plans de béton armé, toutes indications, plans, schémas nécessaires pour faire réserver les trous, feuillures, niches, trémies, percements, saignées indispensables à l'exécution de ses propres travaux.

### SCHELLEMENTS

Chaque Entrepreneur réalise ses propres scellements dans toute nature de matériau. Dans le cas où ils sont à réaliser dans des revêtements spéciaux, les scellements sont réalisés en retrait et la finition assurée par l'Entrepreneur spécialiste.

Toutefois, si le Maître d'œuvre estime que ceux-ci sont mal exécutés, en particulier dans le béton, il charge l'Entrepreneur du **Macro - Lot 02** de l'exécution desdits scellements et ce, aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

### **BOUCHEMENTS ET RACCORDS**

#### **- A la charge de chaque lot :**

Le bouchement et le calfeutrement dans les planchers, de l'ensemble des trous et/ou trémies autour des fourreaux, des chemins de câbles et /ou des gaines techniques sont à la charge de l'Entrepreneur **du Lot concerné par le passage de réseaux ou toutes autres traversées.**

Avant d'effectuer les bouchements, l'Entrepreneur doit s'assurer que toutes les gaines et canalisations sont bien en place, et surseoir au coulage au droit des canalisations ne comportant pas de fourreaux.

Les parements, après bouchement, doivent être obligatoirement identiques à ceux des parties contiguës.

Chaque Entrepreneur à la charge de tous les bouchements et raccords dans les voiles (armés ou non) et les murs maçonnés.

#### **1. Dans le béton ou la maçonnerie recevant un enduit au mortier de «ciment» ou «bâtard» ou enduit extérieur de ravalement :**

Les bouchements sont exécutés au mortier de ciment par l'entrepreneur de chacun des corps d'état et laissés en retrait de 1 cm environ par rapport aux parements.

Les raccords d'enduit sont exécutés et dus par l'entrepreneur du **Macro - Lot 02**

#### **2. Béton restant brut :**

Les bétons restant bruts sont livrés avec un aspect de surface plane, non rugueux, sans ragréage. L'entrepreneur prend toutes les dispositions dans le choix des qualités de bétons qu'il met en œuvre ainsi que des peaux de coffrage.

#### **- Obligations de tous les corps d'état :**

L'emploi de polystyrène, bouchons de papier, matériaux de nature différente à celle de la paroi de support est strictement interdit.

Avant bouchements, les parois d'accrochage sont soigneusement piquetées et expurgées de toute matière étrangère.

### **CALFEUTREMENTS HUISSERIES**

Les calfeutrements sont exécutés :

- Par l'entrepreneur du **Macro Lot 02** dans tous les ouvrages en maçonnerie.

L'entrepreneur du **Macro - Lot 02** doit le calfeutrement et raccords d'ouvrages tels qu'huissieries ou bâtis et autres ouvrages dormants, qui seront posés et fixés par le corps d'état concerné, avant le montage des maçonneries. Il doit également les scellements et les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Les huisseries et bâtis doivent être posés avant le montage des nouvelles cloisons.

### **RACCORDS FINITIONS**

Les raccords après scellement, bouchement et calfeutrement doivent assurer une finition irréprochable, faute de quoi le Maître d'œuvre les fait reprendre par l'entrepreneur du **Macro - Lot 02** aux frais de l'entrepreneur qui les a mal exécutés.

#### **0.3.7 FINITIONS**

Les divers travaux de mise au point, raccords ou finitions de toutes sortes, réclamés au cours du chantier aux entreprises pour permettre la livraison de réception, devront être exécutés dans les délais prescrits

par le Maître d'œuvre sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure par lettre recommandée (sur simple notification au compte-rendu de chantier). A défaut, les entrepreneurs supporteront toutes les conséquences dues à leurs carences et notamment l'imputation de pénalités de retard ou toutes mesures qui pourraient être prises à leur encontre pour assurer la bonne marche ou la finition des ouvrages.

### 0.3.8 TEXTES APPLICABLES

Tous les textes énumérés ci-après, ou implicitement évoqués par le contexte des divers documents du marché seront réputés être en vigueur au moment de la remise des offres, dans leur version la plus récente.

Au cas où des additifs ou modifications seraient publiés entre les dates de remise des offres et de signature des marchés, l'entreprise devra alerter immédiatement le Maître d'Oeuvre des incidents techniques ou financiers que cela pourrait impliquer.

A défaut de cette information, l'entreprise prendra à sa charge toutes ces incidences.

### 0.3.9 DIVERS

#### 0.3.9.1 Stockage des matériaux et matériels

L'entreprise aura la pleine responsabilité de la garde et de la bonne conservation des matériels et matériaux qu'elle aura approvisionnés sur le chantier. En conséquence, elle prévoira, dans le cadre du plan d'organisation du chantier, tous emplacements, magasins ou protections nécessaires à ces besoins.

#### 0.3.9.2 Nettoyage du chantier – Gravois

#### NETTOYAGE EN COURS DU CHANTIER

1. Gravois de structure et déchets divers :

**Chaque entrepreneur** se charge à ses frais de l'évacuation de ses gravois et déchets.

2. Emballages :

Leur évacuation à l'extérieur du chantier y compris recyclage et valorisation, droits de décharge à la charge du destinataire des matériaux ou matériels emballés.

3. Nettoyage et remise en état :

- Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. Il doit également le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies et /ou détériorées. L'entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.
- Chaque entrepreneur aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages, sauf si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un tiers déterminé.

De plus en cours d'exécution, le matériel et les matériaux sans emploi doivent être enlevés du chantier par l'entreprise propriétaire desdits matériels ou matériaux.

Un nettoyage quotidien est fait, suivant demande de l'O.P.C, après finition des travaux dans une zone ou un local. Les évacuations sont faites dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus.

**La propreté du chantier doit être maintenue de façon constante.** Le maitre d'œuvre et l'O.P.C. se réservent le droit, en cas de non-exécution de cette prestation, de faire effectuer sans préavis les nettoyages correspondants autant de fois qu'il est nécessaire par les Corps d'Etats incriminés. Si ceux-ci ne peuvent être déterminés avec certitude, le Maitre d'œuvre et l'O.P.C chargent l'entrepreneur « support » du compte-prorata ou une entreprise de nettoyage spécialisée de leur choix d'effectuer ces nettoyages et les frais correspondants sont imputés au compte-prorata ou à

chaque entreprise en cours d'intervention sur le chantier (compte inter-entreprises) au prorata du total des travaux faisant l'objet du présent marché. **La répartition de ces frais, établie par l'O.P.C. est sans appel et est consignée au compte-rendu de chantier.**

**NOTA IMPORTANT** : tout feu est interdit sur le site.

### **NETTOIEMENT ET REMISE EN ETAT DU CHANTIER**

Le nettoyage et la remise en état du chantier sont faits par l'entrepreneur dès l'achèvement des travaux de son lot. De plus il enlève du chantier et de toute la propriété du Maître d'ouvrage, conformément à la norme NF P 03 001, tous matériels, installations du chantier, matériaux, décombres et déchets y compris ceux enterrés (dont les fondations des matériels et d'installations de chantier, les canalisations provisoires, etc.).

Le chantier et ses abords doivent être rendus en parfait état de propreté et de nivellement lors de l'achèvement des travaux et de leur réception.

L'opération de nettoyage intérieur et extérieur du bâtiment pour la réception est due au **Macro - Lot 02**

#### **0.3.9.3 Documents fournis après exécution**

Les documents à fournir par l'entrepreneur après exécution sont les plans d'EXE, FT, notes de calculs et les rapports d'essais.

Ces documents doivent parvenir au Maître d'œuvre au maximum 1 mois après la réception des travaux, en deux exemplaires papier et 1 clé USB.

Faute de respect de cette obligation, des pénalités s'appliquent dans les conditions prévues au C.C.A.P.

## **0.4 RESPONSABILITE**

### **0.4.1 ISOLATION ET THERMIQUE**

L'entreprise sera responsable des performances thermiques, prévues au CCTP pour toutes les prestations concernées et définies par les textes officiels en vigueur. L'application de la RE 2020 pour la partie extension et RT Existant sur le bâtiment existant devra être respectée.

Pour les parties neuves (extensions), Le projet devra être conforme à la réglementation environnementale RE2020 en vigueur, à la fois sur les volets énergie et carbone. Afin de respecter la réglementation, les entreprises devront fournir les quantitatifs et les références des matériaux et équipements prévus. Pour limiter l'impact carbone, les matériaux mis en œuvre devront être au moins aussi performants que ceux préconisés dans l'étude thermique et avoir un impact carbone plus faible (ou équivalent) aux matériaux préconisés dans l'étude carbone. Chaque entreprise devra fournir les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire des produits à jour, disponibles sur le site de la base unies : <https://www.baseinies.fr/iniesV4/dist/consultation.html>

### **0.4.2 RECEPTION DES SUPPORTS**

L'entrepreneur est tenu de vérifier avant tout commencement de travaux, les supports, maçonnerie ou autres, et devra prévenir en temps utile le Maître d'œuvre de toutes anomalies pouvant nuire à la bonne tenue ou à l'application de ses ouvrages.

En conséquence, il prendra la responsabilité entière de l'ensemble des ouvrages qu'il aura exécutés.

### **0.4.3 RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES**

Pour les abords, livrés en principe au niveau du terrain naturel initial et pour les voiries existantes, un Procès-Verbal de prise en charge dressant l'état exact des lieux pourra être demandé par le Maître d'œuvre.